

Le temps des familles populaires à l'épreuve de la précarité Time and low-income families challenged by vulnerability

Mathias Millet and Daniel Thin

Number 54, Fall 2005

Temporalités. Le temps : un enjeu social et politique

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/012867ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/012867ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Millet, M. & Thin, D. (2005). Le temps des familles populaires à l'épreuve de la précarité. *Lien social et Politiques*, (54), 153–162.
<https://doi.org/10.7202/012867ar>

Article abstract

Based on a study of low-income families, this article documents the connections between the structuring of the families' time and the vulnerability of their circumstances. The on-going lack of economic resources traps them in a state of urgency. Examining the relationship between paid work and family time, the article describes the a-rhythmic time horizon resulting from being out of the labour market and the unsynchronised one generated by flexible and precarious jobs with unsocial hours. These are at variance with the schedules of institutions, and they have consequences for family life and socialisation of children, with respect to schooling and preventive health practices.

Le temps des familles populaires à l'épreuve de la précarité

Mathias Millet et Daniel Thin

«Déliés de leur travail, sans contact avec le monde extérieur, les travailleurs ont perdu toute possibilité matérielle et psychologique d'utiliser ce temps. N'ayant plus à se hâter, ils n'entreprennent plus rien non plus et glissent doucement d'une vie réglée à une existence vide et sans contrainte. Si on leur demande de rendre compte de leurs occupations sur une période précise, ils ne voient rien qui vaille la peine d'être raconté» (Lazarsfeld, 1981). Dans les années 1930, Paul Lazarsfeld décrivait ainsi les chômeurs de Marienthal, petit bourg autrichien dont l'usine principale avait fermé, et soulignait que le temps de cette commune paraissait ralenti d'avoir rompu avec le rythme lié à l'activité industrielle et laborieuse. Il observait des chômeurs se déplaçant avec lenteur et constatait que leur temps, «libéré» du travail et de ses contraintes, ne s'était rempli d'aucune activité nouvelle. Au contraire, ce temps s'était transformé en temps vacant et désœuvré, les chômeurs ne

Trois recherches sont mobilisées à l'appui de ces analyses qui toutes ont donné lieu à de nombreux entretiens avec des membres des familles (les parents de ces familles, mais aussi, dans une des recherches, leurs enfants), le plus souvent à leur domicile, parfois dans des dispositifs scolaires ou du travail social. Elles ont procédé aussi par observations, notamment des pratiques des enfants au sein des établissements scolaires ou des dispositifs les accueillant. La première recherche analyse les pratiques familiales en matière de santé des enfants ainsi que le rapport des parents aux actions conduites sur cette thématique par l'école et les travailleurs sociaux d'un quartier populaire (22 entretiens au domicile des familles, observation de 5 réunions avec des travailleurs sociaux et des enseignants [Thin, 1997]). La seconde analyse porte sur les processus de construction des ruptures scolaires de collégiens de milieux populaires (Millet et Thin, 2005). Pour cette enquête, la situation d'une vingtaine de collégiens a été étudiée intensivement à travers une centaine d'entretiens menés auprès d'eux-mêmes, de leurs parents, de leurs enseignants et éducateurs, et l'étude de leurs dossiers social, scolaire... Quant à la troisième étude, elle se donne pour objet les relations entre les familles et les classes relais créées pour prendre en charge les collégiens déscolarisés (Kherroubi, Millet et Thin, 2005). Dans ce cadre, cinq classes relais ont été enquêtées, des observations de rencontres des agents institutionnels avec les familles ont été conduites, et une cinquantaine de familles ont été interrogées dans le cadre d'entretiens approfondis.

parvenant pas à donner un sens à ce qui n'était pas, pour eux, une liberté nouvelle. Cette recherche pionnière souligne à la fois l'importance du travail dans la structuration temporelle de la vie des individus et les effets de

la perte de celui-ci sur l'organisation temporelle, le rapport au temps et les rythmes de vie, ensemble de dimensions que l'on peut synthétiser sous le concept de temporalités. Soixante-quinze ans plus tard, l'étude des effets

conjugués de la précarité des conditions d'existence et des formes précaires de salariat sur la vie des familles populaires conduit à des constats analogues sur les liens entre structures temporelles et expérience de la précarité. Elle invite plus largement à poser la question des relations entre temporalités et conditions d'existence que retrouvent par ailleurs nos travaux successifs sur les familles populaires soumises à l'épreuve de la précarité.

L'objectif de cet article est donc de décrire quelques-unes des conséquences de la précarité sociale et économique pour la structuration des temporalités sociales de familles de milieux populaires déclassées par le chômage, la pauvreté, l'occupation d'emplois flexibles ou postés. Après avoir rappelé comment un temps de type chronométrique s'est imposé aux classes populaires avec la société industrielle et les formes salariales de travail, l'article souligne combien, pour une partie des classes populaires, ces structures temporelles sont mises en cause par la dégradation de leurs conditions d'existence et de travail. Ainsi, il apparaît que la précarité de l'existence façonne le rapport à l'avenir des familles en les éloignant de toute visée stratégique du futur,

comme nous le verrons en matière de santé, et en favorisant l'émergence de temporalités arythmiques. De même, les contraintes d'horaires flexibles, décalés et parfois imprévisibles ou changeants liées à l'occupation d'un emploi précaire dérèglent les rythmes familiaux et les relations entre les membres de la famille, en particulier entre parents et enfants. Étudiant la socialisation familiale, nous verrons enfin que les temporalités familiales ainsi produites contribuent à éloigner les enfants des exigences temporelles qui structurent l'activité scolaire, en matière d'apprentissages notamment. Ce sont ainsi les effets sur les pratiques des familles comme les effets de socialisation sur les enfants qui découlent de ces formes temporelles qui feront l'objet de la description, leurs conséquences du point de vue des apprentissages scolaires et de la scolarité des enfants et du point de vue des pratiques de soins et de prévention en matière de santé.

Temps du travail, temps du chronomètre

Pour comprendre les effets de la précarité sur les temporalités familiales, il faut rappeler l'impact de l'organisation du travail héritée des sociétés industrielles et du salariat sur la structuration des temporalités dans les classes populaires. Le long processus de soumission des ouvriers aux contraintes du salariat, plusieurs fois mis en évidence par les historiens, fut inséparable de l'affirmation puis de l'imposition d'un temps objectivé, fragmenté et compté. Lorsque, pour travailler, il leur fallut vivre en ville, puis passer du champ et de l'atelier à l'usine, paysans et ouvriers virent leur pratique du temps radicalement changer. D'un temps estimé à la durée et à l'enchaînement des activités fami-

lières (rythmes naturels de l'activité agricole, travailleurs à domicile, temps «des ouvriers libres dans l'atelier libre» payés à la tâche), il leur fallut faire avec les exigences d'un travail «où la durée du travail et pour finir de toute activité est mesurée par le temps indépendant et standard du chronomètre» (Aymard, Grignon et Sabban, 1993: 7). «Ce temps nouveau, né surtout des besoins d'une bourgeoisie de *donneurs d'ouvrage*, soucieux» de mieux se servir d'un «temps du travail qui est celui de leurs gains» (Le Goff, 1977: 75), ne pouvait se satisfaire d'une situation qui offrit longtemps aux travailleurs la possibilité de produire à leur rythme et de garder la maîtrise de leur temps. L'usine constitua ce nouveau mode d'organisation industrielle et ce moyen original de réunir l'ensemble des travailleurs en un seul lieu pour les soumettre à une seule et même discipline temporelle, mathématique, celle de l'horloge (Landes, 1987: 326). En se généralisant, ce temps calculé, réglé et segmenté bouscula les formes de vie quotidiennes, imposa l'horaire, la ponctualité, la régularité, la prévision comme valeurs morales et pratiques dominantes (Landes, 1987), organisa et instaura une frontière entre le temps du repos et celui de l'effort, le temps pour soi et le temps pour autrui, le temps domestique et le temps productif. «Ainsi le temps de travail salarié forcément dominant est distinct des autres temps sociaux. Il est dominant dans ce modèle temporel, non seulement parce qu'il est quantitativement et qualitativement central sur tous les segments temporels (journée, année, durée de l'existence), mais surtout parce qu'il structure l'ensemble des autres temps sociaux qui s'organisent largement en fonction de ce temps pivot» (Bessin, 1996). C'est une nouvelle organisation des rythmes collec-

tifs qui s'est ainsi peu à peu affirmée, dans laquelle l'emploi du temps au travail prend une part décisive par la structuration qu'il impose de l'extérieur au déroulement des journées et des pratiques sociales familiales et individuelles : heures de lever, heures des repas, heures du coucher...

Aujourd'hui, avec l'affirmation de nouvelles formes d'organisation du travail impliquant de nouvelles manières d'être au travail et parfois de nouvelles articulations entre travail et vie familiale, la question de la fin d'un modèle d'encadrement des temporalités par le travail ou les institutions serait posée. De nouvelles temporalités, plus « individualisées », plus « libres » et mieux « choisies », seraient en train d'émerger. La capacité à maîtriser son temps, à construire des projets, donc à se projeter, se trouve socialement et institutionnellement valorisée, au point que plusieurs chercheurs ont montré que la notion de projet devient à la fois un outil de l'action éducative et un instrument de classement des individus, par exemple dans les dispositifs d'insertion (Faure et Garcia, 2005; Mauger, 2001). Mais parallèlement, la disparition de secteurs entiers de production industrielle, la montée du chômage, le développement de la précarité économique et sociale et de l'instabilité professionnelle ont eu pour effet de réduire l'accès des fractions les plus démunies et les plus dominées des milieux populaires aux conditions sociales de la maîtrise d'un temps prévisible ou calculé, dominant nos sociétés. Pour ces populations les plus touchées par la précarité, le rapport au temps chronométrique et à ses effets régulateurs s'est trouvé fortement altéré par la crise de la société salariale enclenchée dans les années 1970 (Castel, 1995). Dépossédées de la structuration temporelle apportée

par le travail salarié régulier, elles n'entrent pas pour autant dans les « nouvelles temporalités », tant leurs conditions matérielles d'existence les en éloignent.

Précarité économique, temporalité de l'urgence et sentiment de l'inéluctable

L'expérience temporelle des fractions inférieures de milieux populaires est d'abord celle de la précarité économique, qui enferme ceux qui y sont soumis dans les impératifs d'un présent chargé d'incertitudes et de menaces. Travaillant sur la question algérienne, Bourdieu montrait comment l'accès à un certain degré de maîtrise du temps et de l'avenir, c'est-à-dire à une conduite fondée sur la prévision et le calcul, supposait que les êtres sociaux puissent « s'arracher au présent immédiat et à l'avenir imminent » (Bourdieu, 1977 : 67). En condamnant les familles précaires à la pression des nécessités immédiates, l'instabilité professionnelle, la restriction des moyens économiques, l'absence de pérennité des revenus réduisent les possibilités de planification réaliste de l'avenir, donc l'idée même de stratégies temporelles. Les familles les plus précarisées, comme une partie de celles qui vivent avec un sentiment de chute sociale individuelle et collective, sont placées, par leurs conditions d'existence, dans l'incapacité objective de se projeter vers l'avenir, à la fois parce que la vie au jour le jour empêche cette projection et parce que l'avenir, à la lumière du passé et du présent, est inquiétant (risque de chute sociale, crainte de nouveaux problèmes, peur de ne pas s'en sortir). L'épreuve de la précarité fonde ainsi une temporalité de l'urgence, du coup par coup et de l'inattendu.

Dans ces familles, le temps se trouve haché par la venue d'événements faisant problème, auxquels il convient de faire face sans délai. L'expérience et les conditions mêmes de passation des entretiens auprès des familles témoignent de cette temporalité de l'urgence. Il n'est pas rare que les entretiens soient annulés au dernier moment ou que l'enquêteur trouve porte close. Pour certains parents, l'entretien est d'abord impossible à réaliser parce qu'il vient ajouter un souci de plus à ce que les familles vivent déjà comme une accumulation d'événements funestes ou malheureux. C'est le cas de cette mère qui annule une première fois l'entretien pour se rendre à un rendez-vous dont l'enjeu est de trouver dans l'urgence un nouveau collègue pour son fils en ruptures scolaires (« Il n'y aura pas de problème cette fois, vendredi, j'étais sûre de pouvoir mais je ne pensais pas que le rendez-vous avec le collègue tombe ce vendredi »). Elle oublie ensuite, entre ses horaires de travail variables et contraignants (« Cette semaine, je suis du soir, mais la semaine prochaine je suis du matin ») et les problèmes qui semblent la submerger, la nouvelle date fixée pour l'entrevue. Nombreux sont les parents qui sont conduits à repousser et à manquer un rendez-vous parce qu'il leur a fallu, au dernier moment, changer d'horaires de travail, aller voir le médecin, l'assistante sociale, ou se rendre à l'école, en raison d'un accident, de l'annonce d'une maladie grave ou encore d'un problème administratif à régler dans l'urgence.

Le contexte de précarité économique conduit les familles rencontrées à ne vivre qu'à court terme, à ne pas pouvoir envisager l'avenir tant les possibilités d'améliorer l'existence paraissent réduites. Aux craintes du

lendemain s'adjoint souvent un fort «sentiment de l'inéluctable» (Osiek-Parisod, 1990), dans une sorte de renoncement objectif à prévenir et à prévoir les événements de la vie à venir. Ce sentiment de l'inéluctable, tout comme la logique de l'urgence, que tout oppose à la confiance dans l'action et à l'attitude rationnelle de prévision, traverse les discours tenus en entretiens par les membres des familles les plus précarisées. C'est le cas de cette mère, interrogée à l'occasion de l'enquête sur la santé, dont le langage est entièrement tramé par le fatalisme généré par son expérience sociale. Au cours d'un entretien d'environ une heure et demie, elle prononce 67 fois l'expression «de toutes manières», 25 fois «on peut rien faire», 18 fois «on n'a pas le choix», 10 fois «obligé». Ce sentiment de l'inéluctable, selon lequel «il n'y a rien à y faire» parce que «c'est comme ça» et qu'«on pourra pas y faire changer», traduit une vision d'un monde âpre, sans perspective prévisible de changement positif. Lorsque la possibilité d'un changement est évoquée, c'est toujours de manière hypothétique et avec la possibilité qu'il n'apporte rien de bon. C'est ainsi la vision du monde social que livrent ces deux sœurs de familles ouvrières, percevant toutes les deux le

RMI, en évoquant les difficultés de leur vie quotidienne: «Vous voulez faire quoi? Franchement... Vous pouvez rien faire [...] C'est comme ça, puis de toutes manières, on pourra pas y faire changer hein, à part s'il y a... un président qui prend la place de l'autre, et encore... ça sera pire!»

Ce sentiment de ne pas présider à sa destinée est associé au «sentiment de la fermeture de l'avenir» produit par la dégradation de l'existence, par la forte incertitude quant au devenir des enfants, notamment quand ceux-ci ne parviennent pas à saisir la chance contrainte de la scolarité¹. Cette perception est particulièrement exacerbée dans les familles dont les enfants sont en ruptures scolaires, au point que les parents se sentent avec leurs enfants dans une impasse, comme le montrent les propos de cette mère sans emploi dont aucun des enfants n'a obtenu de qualification scolaire et dont la dernière fille est scolarisée dans une classe-relais:

— Vous auriez voulu qu'elle soit à l'école comme tout le monde?

— Oui, ben comme tout le monde, mais tous mes enfants ils n'ont pas réussi. [...] Oui... [elle se tait et pleure] je sais pas d'où ça vient, je sais pas... Personne travaille, ils ont jamais été à l'école jusqu'en... Ils ont rien.

Vivre au présent

Comme le soulignent différents travaux (Hoggart, 1970; Schwartz, 1990; Thin, 1998), en contrepoint de cet avenir lourd de menaces, les familles issues des fractions les plus démunies des classes populaires développent une sorte d'«hédonisme populaire» qui, lié à la dureté des conditions d'existence et à la perception d'un avenir fermé et incertain, consiste à profiter de la vie chaque fois que c'est possible sans attendre

d'improbables meilleurs lendemains. Ainsi, cet ouvrier, ayant connu une forte instabilité professionnelle, aujourd'hui sans emploi suite à un accident du travail aux conséquences lourdes pour sa santé, souligne l'urgence de vivre au présent et l'inanité de toute anticipation du futur: «On peut toujours projeter vers l'avenir, m'enfin la réalité apprend autre chose hein, tous les jours on apprend la réalité. Je pense qu'il faut vivre le jour même intensément, et, on s'en aperçoit plus tard, on regrette de pas avoir fait intensément ce qu'on devait faire [...] Y en a qui préparent leur retraite qu'y faut faire comme ci, qu'y faut faire comme ça, et ils savent pas que peut-être dans dix ans tout aura changé, comme tout évolue vachement rapidement maintenant, ça c'était valable avant, quoi, les gens ils pouvaient tracer une ligne».

Comme l'écrit Bourdieu, «la propension à subordonner les désirs présents aux désirs futurs dépend du degré auquel ce sacrifice est "raisonnable", c'est-à-dire des chances que l'on a d'obtenir *en tout cas* des satisfactions immédiates supérieures aux satisfactions sacrifiées. [...] L'hédonisme qui porte à prendre au jour le jour les rares satisfactions du présent immédiat est la seule philosophie concevable pour ceux qui, comme on dit, n'ont pas d'avenir» (Bourdieu, 1979: 203). Cet hédonisme populaire, souvent exacerbé dans les familles les plus précarisées, se manifeste parfois par une propension à la dépense immédiate de la moindre entrée d'argent comme par une tolérance assez grande à l'égard des écarts de conduite des enfants qui doivent profiter de la vie avant l'entrée dans l'âge dur de la vie adulte... Ainsi en va-t-il de cette mère, fille d'ouvriers, ouvrière sans emploi, qui décrit avec délectation les frasques de sa jeunesse

et justifie partiellement celles de son fils, collégien en ruptures scolaires ayant une forte implication dans les pratiques institutionnellement réprouvées des jeunes de son quartier. Autant d'attitudes et de pratiques qui entrent en contradiction avec l'exigence d'une gestion rationnelle du budget portée par les travailleurs sociaux ou encore avec l'impératif d'encadrement et de contrôle des pratiques des enfants et adolescents soutenu par l'école ou les éducateurs.

Les soins à l'épreuve de l'urgence et de l'inéluctable

L'ensemble de ces éléments constitutifs du rapport à l'avenir des familles populaires précaires permet de comprendre que leurs pratiques et leurs représentations ne puissent s'inscrire, en divers domaines de l'existence, dans un « rapport stratégique à l'avenir ». Celui-ci, pour elles, « est d'ores et déjà accepté comme ayant toutes les chances de reproduire l'état présent » (Schwartz, 1990: 138), voire de le dégrader. Affectant les différents secteurs de l'existence sociale, urgence et sentiment de l'inéluctable donnent un bel aperçu de leurs effets en matière de pratiques de prévention et de soins. Soumis à la pression des menaces dont leur présent est gros, souvent inscrits dans un rapport « désillusionné » à l'avenir, les membres des fractions inférieures des milieux populaires engagent un rapport peu préventif à la santé et aux soins. C'est davantage un rapport fataliste qui prédomine et les conduit à considérer que leurs affections ne peuvent être soignées ou qu'il faut savoir « faire avec ». C'est le cas de Madame Dumestre, ouvrière au chômage, dont le mari alterne les « petits boulots » et le chômage, et qui répond de la manière suivante à la question sur ses pratiques pour préserver sa

santé: « Moi, j'ai une santé de toutes façons assez abracadabrante en ce moment, ça traîne depuis déjà plusieurs années donc... Je prends des vitamines régulièrement, mais enfin bon je peux pas en prendre toute l'année non plus... et puis de toute façon je crois que ce qui me met le plus KO c'est de pas travailler. Rester à rien faire ça me bousille le moral et ça me bousille la santé, le meilleur remède, ça serait de retrouver du travail, je crois [rires] ».

La réduction des moyens économiques, non seulement limite les dépenses consacrées à la santé, mais altère qualitativement la perception des maux qu'il convient de traiter et retarde le moment de la pratique de soin elle-même. Ainsi, Michel Joubert montre que le cinquième des habitants du quartier des Franc-Moisin dans la banlieue parisienne transforme, en quelques années, ses pratiques dans le domaine de la santé: « Ils n'allaient plus vers les professionnels de santé qu'en dernier recours, ne se considéraient plus en situation de pouvoir avancer le tiers-payant et, finalement, en venaient à modifier leurs seuils d'inquiétude et de sensibilité à l'égard des signes annonciateurs de la souffrance ou de la maladie » (Joubert, 1996: 35).

De même, les difficultés économiques favorisent la tendance des familles à ne conduire les enfants chez le médecin que lorsque les symptômes aigus d'une maladie apparaissent, et le plus souvent en urgence. Les seules pratiques de préservation de la santé que les familles déclarent relèvent de l'action à court terme, au coup par coup, pour se prémunir contre les risques exogènes ou pour déceler les signes de la maladie. On observe peu de pratiques qui relèvent de stratégies temporelles de sur-

veillance régulière des membres de la famille et en particulier des enfants ni de stratégies de prévention consistant à anticiper les problèmes de santé. Dans cette logique, consulter un médecin en dehors de toute affection ou de tout signe alarmant n'a guère de sens et constitue un geste à la fois dépourvu de signification (on ne voit pas « à quoi ça sert ») et « insensé » (déraisonnable et absurde). C'est la réponse que fournit cette couturière au chômage quand on lui demande à quel moment elle conduit ses enfants chez un médecin:

Quand ils sont malades. Je vois pas l'utilité d'aller voir tous les mois le médecin quand ils sont en bonne et parfaite santé, j'ai pas les moyens de dépenser les médecins hein... parce que, quand je vois qu'ils sont vraiment malades, d'accord, mais autrement...

— Qu'est-ce que c'est pour vous être vraiment malade ?

— Quand je les vois pâles ou qu'ils ont de la fièvre, bon ben ça va, là oui, je les garde à la maison, mais c'est tout... Mais si ça dure, à ce moment-là, j'appelle le médecin... Si ça passe pas, que ça devient dramatique, que ça s'aggrave, à ce moment-là oui, je vais voir le médecin.

La logique présidant aux pratiques de soins relève ainsi d'une double logique de l'urgence et de la réparation. Le médecin est consulté quand on se juge ou lorsqu'on juge son enfant malade, et qu'il faut impérativement se soigner. C'est aussi cette logique, associée aux problèmes du coût des soins dentaires, qui explique la faible fréquentation des cabinets dentaires dans les milieux populaires. Le nombre de séances par individu et par an dépasse de 30 % la moyenne de la population de notre pays chez les cadres et descend à 15 % au-dessous de la moyenne chez les ouvriers (Mormiche, 1993). C'est encore dans

le domaine des soins dentaires que les familles populaires repoussent au plus tard le moment où ils consultent, c'est-à-dire quand la douleur est là et que l'on ne peut plus différer les soins, comme le montre la réponse de cette aide-soignante intérimaire quand on lui demande si ses enfants vont voir un dentiste : « Un dentiste ? Non, non. Je les ai pas encore emmenés. Cédric a perdu ses dents, mais je l'ai pas encore emmené chez le dentiste, faudrait que je m'y mette mais... il m'a pas encore dit "j'ai mal aux dents", alors... Quand il me dira "maman, j'ai mal aux dents", là je pense que je commencerai à l'emmener chez le dentiste ».

Désaffiliation de la société salariale et temporalité arythmique

À l'insécurité économique s'ajoute souvent chez ces familles l'éloignement des formes organisées du travail salarié, dont on sait l'importance dans la scansion des horaires de la vie et la construction de dispositions à la régularité. Sans emploi, parfois depuis toujours, et survivant grâce aux aides sociales, l'inactivité chronique de certains parents laisse le quotidien des familles vacant de toutes obligations professionnelles structurées et extérieurement structurantes. La vacuité des obligations professionnelles

engendre ainsi une sorte de vacuité sociale du temps familial qui n'est pas sans rappeler la vacuité temporelle des chômeurs de Marienthal (Lazarsfeld, 1981). Dans ces familles où la vie n'est en rien organisée par les horaires contraints de la vie professionnelle, c'est une temporalité arythmique qui s'affirme au jour le jour.

Ni *kairos* — temps *mètis* (Détienne et Vernant, 1974) du moment opportun et de l'occasion à saisir — ni *kronos*², la temporalité arythmique est le temps sans scansion et sans horaire, ne se prêtant ni à la mesure précise ni au calcul exact, de ceux que les conditions d'existence maintiennent en marge de toute discipline du temps de travail, sans emploi du temps et sans rythme. Cette temporalité plate, située en dehors des obligations, des rythmes et des impératifs réguliers de la vie sociale, trame la vie des familles situées en marge de la société salariale et parfois coupées des solidarités communautaires (familiales, de voisinage, de quartier), que le quotidien voue à l'inexistence sociale³ et place en situation de désœuvrement et d'inactivité forcée, de retrait et de désengagement des affaires du monde. Ainsi, cette femme veuve et survivant grâce au RMI souligne l'enfermement qu'elle subit et la réduction de ses activités sociales : « Ils disent qu'il faut voir du monde, faut sortir de chez nous, vu qu'on est au RMI faut pas rester faire du sur-place. Les femmes comme moi qui sont au RMI, qui sont toutes seules, elles sont un peu renfermées, c'est toujours la maison, la maison, des soucis, broger, broger, les ménages, les trucs comme ça, mais sorti de là elles ont pas de vie hein ».

Les exemples les plus marquants résident dans ces situations familiales où les mères seules en charge de la

socialisation des enfants, sans emploi et sans ressources, disposent d'un réseau de sociabilité restreint dont la faiblesse et parfois l'inexistence cantonnent les contacts aux personnes extérieures à l'univers familial restreint. Dans ces conditions, le temps familial s'écoule sans scansion véritable et régulière hormis celles qui sont produites par les enfants et leurs obligations scolaires, les repas, qui ne sont pas toujours réguliers, certaines émissions de télévision qui jalonnent la vie quotidienne. « En l'absence d'emploi régulier, ce qui fait défaut, ce n'est pas seulement un revenu assuré, c'est cet ensemble de contraintes qui définissent une organisation cohérente du temps et un système d'attentes concrètes » (Bourdieu, 1977 : 87). Les membres des familles placées dans cet état d'inactivité sociale en retirent ainsi un « sentiment de dérégulation intérieure, produit par la situation objective de dérégulation » (Verret, 1975 : 704).

Emplois précaires et désynchronisation des temporalités familiales

Pour les autres, c'est-à-dire pour les familles populaires précaires qui parviennent à se maintenir tant bien que mal dans la société du travail, l'activité salariée est souvent synonyme, pour les parents, d'une vie menée à contre-temps de celle des enfants. Les bénéficiaires organisationnels et temporels, pour la vie familiale, liés à l'exercice d'une activité salariée (régularité des horaires, structuration des rythmes familiaux) sont mis à mal par des formes de travail impliquant des emplois postés ou des horaires « flexibles », comme dans le cas des emplois d'entretien dans les bâtiments industriels ou administratifs (qui concernent plusieurs familles rencontrées). Ces formes de travail

entraînent la variation permanente des horaires travaillés, des absences prolongées du domicile familial, ou encore conduisent les parents à vivre sur un rythme décalé (horaires matinaux ou tardifs) par rapport aux rythmes de la vie familiale. Ainsi, Madame Mathieu jongle avec ses horaires de femme de ménage intérimaire dans une clinique, ses trois enfants et son sommeil: «Et ben je fais toujours 6 heures 2 heures, 2 heures 10 heures, et des postes de nuit pour justement m'occuper de mes gamins la journée. Je fais la taupe quoi, je dors pas hein, je dors, quoi, dans la journée une heure ou deux».

Ces familles font ainsi l'expérience d'une temporalité sociale décousue, écartelant les activités de leurs différents membres dans des temps dissociés, parfois opposés. C'est particulièrement le cas de ces parents qui, pour tenter de s'en sortir et ne pas déchoir, se débattent pour gagner un peu d'argent et conserver un travail (multipliant les emplois, les heures travaillées), et paient par leurs absences répétées de la sphère domestique, qu'aucun moyen économique ne peut compenser, les efforts consentis pour ne pas sombrer, les horaires des parents permettant peu de réguler les horaires des enfants. Ces derniers, faute d'avoir des parents dont les horaires de travail concordent avec les leurs, se retrouvent ainsi livrés à eux-mêmes, responsables de leur propre ponctualité, notamment scolaire. Cette situation ne va pas sans créer des conditions favorables aux ratés scolaires dans des familles où les enfants ont peu intériorisé les contraintes sociales et sont donc peu à même de s'autocontraindre⁴. Plusieurs exemples apparaissent dans la recherche sur les collégiens en ruptures scolaires, comme ce collégien qui ne s'endort qu'à trois heures du

matin devant la télévision parce que son père travaille de nuit et que sa mère s'est couchée tôt pour prendre son poste à cinq heures du matin. Son implication en classe s'en ressent. On peut évoquer aussi ce collégien qui «oublie» fréquemment de se lever pour aller en classe et dont le père, ouvrier posté, parle en ces termes: «Il se rendort des fois, et une fois, oui, il a manqué de bol, nous on était au boulot, ma femme elle travaille, moi je travaille, donc quand y a personne, on laisse une clé pour qu'il ferme la porte quand il part, et comme moi je commence le travail à sept heures, et ma femme elle part à cinq heures, donc lui il est tout seul, donc le réveil sonne, il est pas réveillé, et il a manqué l'école! Il a dormi; il s'est rendormi».

Les écarts d'obligations et d'horaires, les décalages d'emploi du temps et de rythmes de vie se soldent ainsi matériellement, lorsque s'y adjoignent par ailleurs d'autres difficultés sociales et économiques, par une faible capacité familiale à vivre un temps collectivement régulé. Loin d'imprimer un même rythme à l'ensemble des activités des membres de la famille, ni même la régularité et la concordance des heures de la vie familiale, l'activité salariée tend alors à désynchroniser les temps de présence et le temps des obligations de chacun, entraînant l'adoption de fonctionnements dissociés et difficilement compatibles (heures d'école, heure du père, heure de la mère, heures de lever, heures de coucher, heures des repas).

L'obstacle des expériences temporelles familiales à l'acculturation scolaire des enfants

Dans la mesure où la structuration temporelle de la vie familiale produit d'inévitables effets de socialisation,

les formes de l'expérience temporelle familiale ne sont pas sans conséquences pour les dispositions sociales et cognitives des enfants eux-mêmes, comme le montre la recherche sur les parcours de ruptures scolaires de collégiens de milieux populaires. Du point de vue des enfants, ces expériences temporelles familiales, ancrées dans la précarité des conditions d'existence, contribuent à rendre délicate l'appréhension de savoirs scolaires qui prennent tout leur sens dans la durée et sur le long terme.

Pour les agents institutionnels qui en ont la charge, enseignants, chefs d'établissement, éducateurs, etc., le comportement scolaire (et extra-scolaire) de ces collégiens en ruptures scolaires, issus de familles populaires précaires, se caractérise par diverses formes d'instabilité. Ils dressent le portrait de collégiens ne sachant souvent pas travailler silencieusement, dont les temps de concentration sont extrêmement courts, qui se dispersent à la première occasion, ne travaillent que si l'on est derrière eux, éprouvent des difficultés à maintenir un effort ou à organiser les étapes du travail scolaire. Aux postures corporelles non conformes aux attentes scolaires, les agents de l'institution scolaire associent souvent le «manque d'attention», le «manque de concentration», et la «dispersion», caractéristiques qui renvoient à la fois au rapport des collégiens aux apprentissages scolaires et à la question des temporalités: «On peut le comparer à une puce bondissante, c'est quelqu'un qui ne pouvait pas se fixer, qui était tout le temps dans la dispersion, donc il était hors de question d'entreprendre quelque chose comme ça». «C'est un élève difficile, oui, parce que Mehdi, on n'arrivait pas à le concentrer plus de dix minutes de suite, cinq minutes, dix minutes sur une tâche».

La notion de concentration, utilisée par les enseignants, semble fonctionner comme un équivalent moderne, plus «psychologisé», de l'«attention» que l'on peut considérer comme une vertu cardinale de l'élève⁵. Sorte de mobilisation mentale et pratique sur les tâches scolaires, elle découle des logiques temporelles scolaires. Apprendre scolairement implique de soumettre son activité (son corps, ses gestes, sa pensée) à ces logiques temporelles scolaires, d'organiser son travail en séquences successives et ordonnées, de disjoindre le temps des activités scolaires des autres temps, de planifier ses tâches et son raisonnement, de persévérer jusqu'à l'accomplissement de celles-ci, conformément au mode de découpage et d'organisation du temps proprement scolaire. Le temps scolaire est de part en part un temps du *kronos*, découpé en séquences précises, limitées et distinctes les unes des autres, et c'est d'ailleurs une des tâches importantes de l'école maternelle que d'opérer cette socialisation temporelle pour constituer les enfants qui lui sont confiés en élèves. Les pratiques des collégiens en ruptures scolaires, issus de familles aux temporalités tramées par la précarité de l'existence, portent la marque de temporalités ascolaires, peu accordées aux logiques tempo-

relles qui président aux formes scolaires d'apprentissage. Ainsi, plusieurs d'entre eux savent répondre aux questions des enseignants lorsque celles-ci exigent des réponses courtes ou ponctuelles (exemple du calcul mental ou écrit) mais ne s'en sortent pas quand le travail scolaire exige une organisation par étapes comme dans les résolutions de problèmes. Caroline se montre assez performante en calcul, notamment en calcul mental, mais rencontre des difficultés en géométrie et dans la résolution des problèmes pour lesquels «elle aime bien vite aller aux résultats, sans prendre le temps pour les étapes intermédiaires». Les enseignants décrivent des collégiens qui se précipitent sur la réponse ou la solution sans prendre le temps de lire les consignes jusqu'au bout ou de respecter les étapes nécessaires à l'élaboration de la réponse ou à la solution du problème: «Déjà, même au niveau de sa lecture, quand il avait une consigne qui durait plus de trois lignes, pour lui c'était: "je lis la moitié et après à partir du moment où j'ai à peu près compris, c'est bon, je fais l'exercice". Lui je pense que c'était plus qu'un problème de compréhension et de compétences, c'était plutôt du domaine de la concentration et de la volonté de rentrer dans un cadre précis, de lire une consigne jusqu'au bout et de pouvoir l'appliquer. Par contre, si on lui donnait une consigne courte et claire, il était capable de produire un travail de bonne qualité».

L'écart qui se manifeste ainsi entre la démarche et les méthodes de travail inhérentes aux logiques scolaires d'apprentissages et les pratiques des élèves renvoie, pour une part, à la distance entre les temporalités scolaires inscrites explicitement dans l'organisation de la vie scolaire, mais aussi implicitement dans les apprentissages scolaires (Millet, 2003), et les rapports

au temps des élèves des milieux populaires les plus démunis, et même des étudiants de ces milieux (Beaud, 2002). Ce sont d'ailleurs les collégiens issus des familles aux temporalités les plus marquées par la précarité et qui ont été socialisés très tôt dans ces formes d'expérience du temps qui présentent les plus grands écarts vis-à-vis des formes temporelles associées aux logiques d'apprentissages scolaires. L'absence de rythmes qui viendraient réguler le temps des activités familiales entre alors objectivement en contradiction avec les exigences du temps scolaire, qui, comme temps divisé, «requiert des agents scolarisés, outre la disponibilité temporelle, les aptitudes à la régularité et à la ponctualité, les capacités de prévision et de planification» (Verret, 1975: 212-213). Le caractère imprévisible des événements («on verra bien»; «ça change tout le temps»; «finalement y a toujours un autre truc qui arrive»; «on prend ça comme ça vient»), le fait même de pouvoir être interrompu à tout moment viennent contredire «la possibilité de prévoir, de calculer, de planifier, de gérer méthodiquement sa vie [dès lors] perçue comme un imprévisible, fait de surprises, de nouveautés qu'il faut prendre comme il vient, sans possibilité de maîtrise réelle sur elle» (Lahire, 1991: 125) et engendrent des dispositions à la discontinuité et à l'inconstance dont la traduction scolaire peut être une forme d'instabilité cognitive et des difficultés à maintenir un effort prolongé.

Conclusion

Les effets temporels associés à la précarité sociale et économique permettent de rappeler combien des conditions matérielles d'existence stables et sûres sont indispensables au développement de temporalités rationnelles et prévisionnelles. En même

temps, l'expérience temporelle des familles populaires précaires, pour être comprise, doit être articulée à la distance que ces familles entretiennent aux formes objectivées de culture. L'éloignement de ces familles de la culture écrite tend ainsi à fonctionner *a contrario* de temporalités de type chronométrique dans les différents sphères de l'existence. La maîtrise et l'usage d'écritures programmatrices comme les agendas, les calendriers ou autres écrits autographes (mots pour mémoire, listes de choses à faire, pense-bêtes) permettent un rapport plus calculateur à la répartition des activités sociales dans le temps (Goody, 1979). Or, les fractions inférieures des classes populaires sont plutôt caractérisées par un rapport oral-pratique au monde (Lahire, 1993), par une faible maîtrise de l'écriture et plus encore de l'écriture en ses formes légitimes. Le parcours migratoire des familles socialisées dans des formes sociales orales et la faiblesse des temps de scolarisation des parents expliquent dans une large mesure l'éloignement de cette temporalité scripturale de l'agenda. Peu habituées à l'écrit, ces familles s'inscrivent dans des formes temporelles plus pratiques laissant une large place à l'action spontanée et à l'inclination du moment. Une illustration nous en est donnée par ces rendez-vous d'entretien qui, parce qu'ils n'avaient pas été notés, ont été purement et simplement oubliés par nos interlocuteurs ou qui, parce que les rendez-vous familiaux font l'objet d'une mémorisation pratique-incorporée, se sont retrouvés en concurrence avec d'autres impératifs temporels négligés au moment de la prise du rendez-vous.

Si les traits temporels observables dans les familles populaires que nous avons rencontrés ne sont donc pas entièrement déductibles de la préca-

rité de l'existence, l'aggravation des conditions d'existence n'en apparaît pas moins comme un facteur structurant des temporalités des familles précarisées. Pour les familles contraintes à l'occupation d'emplois aux horaires non maîtrisables et non maîtrisés, pour celles que le chômage éloigne des temporalités salariales, que la précarité conduit à vivre «au jour la journée», l'expérience du temps n'est en rien stratégique, ni fondée par l'adaptation à de nouvelles formes de vie sociale suscitées par de nouvelles manières de travailler, de consommer, de prendre des loisirs, de répartir son temps entre vie familiale et vie professionnelle, éducation des enfants et activités plus personnelles. Loin de profiter des licences conférées par des formes d'organisation sociale du temps plus individualisées ou plus flexibles ou de prendre part aux nouvelles stratégies de «consommation» temporelles, les pratiques de ces familles sont inscrites dans la soumission à des conditions d'existence qui s'imposent et imposent des temporalités souvent contradictoires par rapport à celles qui sont exigées par les grands rythmes collectifs, notamment institutionnels, comme ceux du temps scolaire, le temps de la vie familiale et personnelle, ou encore du «travail éducatif». Là où les normes en matière de santé valorisent la prévention et l'anticipation, les pratiques familiales sont caractérisées par la logique de l'urgence. Là où les institutions éducatives exigent la coprésence des parents et des enfants pour réguler les activités de ces derniers, la précarité et la désynchronisation des rythmes affaiblissent l'action parentale d'encadrement. Du même coup, là où l'école attend des élèves dotés des dispositions à la planification et à la séparation de l'activité d'apprentissage d'autres activités, les conditions

de la socialisation familiale tendent à produire des enfants aux fortes propensions à l'action immédiate et spontanée, peu enclins à se tenir longtemps aux tâches scolaires. Ainsi, les conditions d'existence précaires tiennent les familles à distance des normes institutionnelles de prévention en matière de pratiques de soin, ou encore des exigences du temps scolaire en matière d'apprentissages. La précarité sociale, économique et professionnelle dans laquelle sont enfermées les familles les plus démunies des milieux populaires n'est ainsi pas sans conséquences pour leurs expériences sociales du temps et pour leur capacité de se situer favorablement dans le rapport aux institutions et aux marchés dominants dont les formes temporelles supposent des conduites sociales fondées sur la prévision et le calcul.

Mathias Millet
Daniel Thin
GRS (UMR 5040, CNRS-Lyon2-
ENS LSH)

Notes

- ¹ «Le sentiment de la fermeture de l'avenir doit se relier à la perception qu'ont les familles ouvrières de la situation scolaire de leurs enfants, de la découverte qu'elles font peu à peu que cet avenir scolaire se présente sous un jour très sombre» (Pialoux, 1996 : 15).
- ² Nous remercions Sylvia Faure pour ses remarques stimulantes (voir Faure et Garcia, 2005).
- ³ Robert Castel montre comment est revenu le temps des «inutiles au monde» (Castel, 1995).
- ⁴ Au sens où Norbert Elias parle d'auto-contrainte (Elias, 1975).

⁵ «L'attention: notion inventée par la psychologie traditionnelle, dira Guillaume. Ne faudrait-il pas ajouter: pour prêter main forte aux pédagogues?» (Vincent, 1980: 32). On trouve par ailleurs dans le dictionnaire la définition suivante: «se concentrer: fixer intensément son attention».

Bibliographie

AYMARD, Maurice, Claude GRIGNON et Françoise SABBAN, dir. 1993. *Le temps de manger. Alimentation, emploi du temps et rythmes sociaux*. Paris, MSH, INRA.

BEAUD, Stéphane. 2002. *80% au bac... et après? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris, La découverte.

BESSIN, Marc. 1996. «L'enquête sociologique sur les catégories d'âge: une approche en termes d'ajustements et de repères temporels du cours de vie», *Séminaire du GRS* (CNRS-Lyon 2), ronéoté.

BOURDIEU, Pierre. 1977. *Algérie 60. Structures économiques et structures temporelles*. Paris, Minuit.

BOURDIEU, Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Minuit.

CASTEL, Robert. 1995. *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*. Paris, Fayard.

DÉTIENNE, Marcel, et Jean-Pierre VERNANT. 1974. *Les ruses de l'intelligence. La mètis des Grecs*. Paris, Flammarion.

ELIAS, Norbert. 1975. *La dynamique de l'Occident*. Paris, Calmann-Lévy.

FAURE, Sylvia, et Marie-Carmen GARCIA. 2005. *Culture hip-hop. Jeunes des cités et politiques publiques*. Paris, La dispute.

GOODY, Jack. 1979. *La raison graphique. La domestication de la pensée sauvage*. Paris, Minuit.

HOGGART, Richard. 1970. *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris, Minuit.

JOUBERT, Michel. 1996. «Remonter le fil des dégradations. La production urbaine de santé dans la banlieue parisienne», *Les Annales de la recherche urbaine*, 73: 33-42.

KHERROUBI, Martine, Mathias MILLET et Daniel THIN. 2005. *Classes-relais et familles. Accompagnement ou normalisation?* Paris, CNFE-PJJ Vaucresson.

LAHIRE, Bernard. 1993. *Culture écrite et inégalités scolaires. Sociologie de «l'échec scolaire» à l'école primaire*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.

LAHIRE, Bernard. 1993. *La Raison des plus faibles. Rapport au travail, écritures domestiques et lectures en milieux populaires*. Lille, Presses universitaires de Lille.

LANDES, David S. 1987. *L'heure qu'il est. Les horloges, la mesure du temps et la formation du monde moderne*. Paris, Gallimard.

LAZARSFELD, Paul. 1981 [1932]. *Les chômeurs de Marienthal*. Paris, Minuit.

LE GOFF, Jacques. 1991. *Pour un autre Moyen-Âge*. Paris, Gallimard.

MAUGER, Gérard. 2001 «Les politiques d'insertion. Une contribution paradoxale à la déstabilisation du marché du travail», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136-137, mars: 5-14.

MILLET, Mathias. 2003. *Les étudiants et le travail universitaire*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.

MILLET, Mathias, et Daniel THIN. 2005. *Ruptures scolaires. L'école à l'épreuve de la question sociale*. Paris, Presses universitaires de France.

MORMICHE, Pierre. 1993. «Les disparités de recours aux soins en 1991», *Économie et statistiques*, 265: 45-52.

OSIEK-PARISOD, Françoise. 1990. «C'est bon pour ta santé!» *Représentations et pratiques familiales en matière d'éducation à la santé*. Cahiers du service de la recherche sociologique, Genève, 31.

PIALOUX, Michel. 1996. «Stratégies patronales et résistances ouvrières. La "modernisation" des ateliers de finition aux usines Peugeot de Sochaux (1989-1993)», *Actes de la recherche en sciences sociales*, 114: 5-20.

SCHWARTZ, Olivier. 1990. *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du nord*. Paris, Presses universitaires de France.

THIN, Daniel. 1997. *Tant qu'on a la santé... Des familles populaires et de la santé de leurs enfants*. Rapport ronéoté. Lyon, GRS (CNRS-Lyon 2).

THIN, Daniel. 1998. *Quartiers populaires. L'école et les familles*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.

VERRET, Michel. 1975. *Le temps des études*. Paris, H. Champion.

VINCENT, Guy. 1980. *L'École primaire française. Étude sociologique*. Lyon, Presses universitaires de Lyon.